

NOTE D'INFORMATION

Bourses MAEC-AECID, Art, Education et Culture 2019-2020 de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) (www.aecid.gob.es)

Programme I.7 Bourses institutionnelles de Master :

Destinées à des fonctionnaires ou employés des systèmes publics nationaux y inclus le système éducatif et universitaire, pour réaliser des masters universitaires en Espagne de 60 Crédits ECTS maximum, inscrits dans le Registre de Centres et Diplômes (RCUT) du Ministère d'Education, Culture et Sport espagnol détaillés dans l'annexe XVII ci-joint.

De même, dans le cadre de ce programme, on pourra accorder des bourses pour réaliser le Master en Diplomatie et Relations Internationales (module Coopération au Développement) de l'Ecole Diplomatique.

Conditions requises pour les postulants :

- 1.- Posséder la nationalité marocaine
- 2.- Être fonctionnaires ou employés du système public du pays du candidat, y inclus le personnel du système éducatif et universitaire public.
- 3.- Avoir l'autorisation des autorités compétentes du pays d'origine du candidat
- 4.- Ne pas avoir la nationalité espagnole ni le permis de résidence en Espagne (carte de séjour). Ne pas se trouver en situation de séjour par études en Espagne.
- 5.- Être en possession du passeport national au moment de s'incorporer au centre d'études.
- 6.- Ne pas avoir été bénéficiaire d'aucun programme de bourses MAEC-AECID, de 6 mois ou plus ni de la Fondation Carolina dans le dernier cours académique.
- 7.- Posséder le diplôme nécessaire légalement requis pour suivre les études choisies au moment de demander la bourse.
- 9.- Procéder à réaliser à la fois la demande de bourse et la préinscription au centre où les études seront réalisés, conformément aux conditions régies par le centre. L'octroi de la bourse est conditionné à l'admission définitive.

10.- Accréditer une connaissance suffisante de la langue espagnole si le master est en espagnol.

11.- Dans le cas où le master sera donné en anglais, avoir une maîtrise suffisante de cette langue.

12.- Ne pas se trouver dans une des interdictions mentionnées dans l'article 13.2 de la Loi 38/2003 (sauf point f de l'article précité).

13.- S'il y a lieu, se trouver au courant des obligations fiscales et de sécurité sociale espagnoles.

Les demandes devront se faire « ENTRE LE 28 MARS ET LE 11 AVRIL 2019 » par voie électronique, directement par les intéressés à travers du site web de l'AECID : www.aecid.gob.es (Link : <https://www.aecid.gob.es/es/Paginas/DetalleProcedimiento.aspx?idp=309>)

Avant de remplir le formulaire télématique de demande de bourse, ils devront s'inscrire au site web de l'AECID, « carpeta del ciudadano », aux effets d'identification et notification.

Documentation :

La documentation requise, en plus de ce qui est indiqué au chapitre 6 de l'appel d'offres, relative à documentation, est celle spécifiée dans le point 3.4 du programme. En particulier, il est absolument nécessaire de présenter :

- Accréditation de sa relation de travail ou dépendance de l'organisme officiel du pays
 - Autorisation du Ministère ou entité publique du candidat pour que le candidat puisse effectuer la demande de bourse de ce programme
 - **Justificatif de pré-admission au Master demandé**
-
- Déclaration responsable signée relative à la non résidence en Espagne du candidat étranger, qui apparaît comme annexe III.
 - Déclaration responsable signée relative à la *non résidence* en Espagne en tant qu'étudiant (ne pas disposer de la carte d'étudiant/permis d'étudiant), annexe V.
 - Copie du document d'identité personnelle ou de celui qui le substitue réglementairement.
 - Un curriculum vitae développé en une page comme maximum. Les documents accréditatifs pourront être exigés "à posteriori" et « ad hoc ».
 - Pour les citoyens étrangers de langue officielle non espagnole, copie du certificat accréditant la connaissance de l'espagnol.
 - Sont exemptés d'accréditer la connaissance de l'espagnol, les postulants qui vont faire les études dans une langue différente de l'espagnol. Une

copie du certificat accréditant la connaissance de la dite langue sera alors demandée.

- Une déclaration responsable qui atteste qu'on n'est pas dans une des interdictions de l'article 13.2 de la Loi 38/2003, conformément au modèle de l'annexe II.
- Quand le postulant n'est pas soumis en Espagne aux obligations fiscales, il devra apporter la Déclaration Responsable dûment remplie, qui apparaît en annexe III.
- Quand le postulant n'est pas soumis en Espagne aux obligations de la sécurité sociale, il devra le signaler dans la déclaration responsable de l'annexe IV.
- Quand le postulant est soumis en Espagne aux obligations de la sécurité sociale espagnole, il devra présenter un certificat positif de la Trésorerie Générale de la Sécurité sociale. L'apport du certificat ne sera pas nécessaire quand le postulant autorise l'organe instructeur à obtenir expressément les données relatives à l'accomplissement des dites obligations par des moyens télématiques.
- Engagement de retour au pays d'origine dans un délai d'un mois au maximum après avoir fini le Master et pour une période équivalente au minimum à celle de la jouissance de la bourse. Annexe X
- Les candidats compris dans l point 2.1.a doivent remplir l'annexe XVI de l'appel d'offres.

La durée du Master est d'un *maximun* de 10 mois dans la période comprise entre le 1^{er} septembre 2019 et le 31 juillet 2020. **Ce programme ne prévoit pas le renouvellement.**

Dotation : La bourse comprend une allocation de 1.200 euros par mois, aide aux frais d'inscription jusqu'à 5.000€, aide de voyage pour s'incorporer au centre et assurance médicale.

Cependant, pour les candidats à réaliser le Master en Diplomatie et Relations Internationales à l'Ecole Diplomatique (Madrid), l'allocation mensuelle sera de 750 euros, le montant maximum pour l'inscription sera de 1.250 euros, aide de voyage pour s'incorporer et assurance médicale.

CECI EST UN RESUME CONCERNANT LE PROGRAMME I.7 DE L'APPEL D'OFFRES DES BOURSES INSTITUTIONELLES DE MASTER DE L'AEICD.VEUILLEZ CONSULTER LE SITE WEB POUR TOUTE INFORMATION DETAILLEE SUR L'APPEL D'OFFRES DES BOURSES MAEC-AEICD POUR L'ANNÉE 2019-20 : www.aecid.gob.es. Les candidats devront contacter directement les universités et/ou centres publics ou privés en Espagne pour obtenir la pré-admission.
Pour la résolution d'incidences dans le procès de demande de bourses, veuillez écrire un email à l'adresse suivante : becasmae@aecid.es








Rabat, le 20 mars 2019

ANEXO XVII

 METAS Y LÍNEAS DE ACCIÓN EN LAS QUE SE ENMARCAN LAS ACTUACIONES DE LA COOPERACIÓN ESPAÑOLA
 SEGÚN EL V PLAN DIRECTOR (A tener en cuenta por los solicitantes del Programa 1.7)

ODS	Metas prioritarias CE	Líneas de acción de la CE	Metas relacionadas
 1 SIN POBREZA	Meta 1.3. Implementar sistemas y medidas apropiadas de protección social	L.A. 1.3.A. Reforzar redes de contingencia para la reducir la inseguridad frente a las crisis y evitar los riesgos de recaída en la pobreza	
	Meta 1.5. Fomentar la resiliencia de los pobres y las personas que se encuentran en situaciones vulnerables	L.A. 1.5.A. Apoyar a las Administraciones Públicas para garantizar una prevención y respuesta efectiva ante desastres	11.5, 13.1, 11.b
 2 HAMBRE CERO	Meta 2.2. Poner fin a todas las formas de malnutrición	L.A. 2.2.A. Fomentar intervenciones que permitan que las personas en riesgo de inseguridad alimentaria tengan acceso físico local a alimentos nutritivos L.A. 2.2.B. Apoyar al sector público de los países para la promoción de un sistema agroalimentario sostenible	2.1
	Meta 2.3. Aumentar la productividad agrícola y los ingresos de los productores de alimentos	L.A. 2.3.A. Fomentar que hogares y comunidades producen alimentos para su autoconsumo de manera sostenible L.A. 2.3.B. Apoyar a productores rurales a que aumenten de manera sostenible la producción y productividad de sus explotaciones agrarias	1.4, 2.4 12.2, 12.3, 15.3, 15.6
 3 SALUD Y BIENESTAR	Meta 3.8. Contribuir a la cobertura sanitaria universal	L.A. 3.8.A. Mejorar la calidad de los Servicios sanitarios Nacionales de Salud L.A. 3.8.B. Reforzar el acceso a la salud sexual y reproductiva L.A. 3.8.C. Reforzar el sistema sanitario en la preparación y respuesta a las emergencias sanitarias L.A. 3.8.D. Apoyar el acceso a medicinas, vacunas y otros productos sanitarios esenciales	3.1, 3.2, 3.3, 3.5 3.7, 5.6 3.d 3.b
	Meta 4.1. Favorecer la enseñanza gratuita, equitativa y de calidad y que los niños y niñas terminen sus ciclos educativos	L.A. 4.1.A. Apoyar a los países en la mejora de la calidad de sus sistemas educativos públicos	4.c
	Meta 4.4. Aumentar la población con las competencias técnicas y profesionales para acceder al empleo	L.A. 4.4.A. Capacitar a los más vulnerables en su formación técnica y profesional para favorecer su empleabilidad	4.3, 4.5, 4.6, 4.a, 8.3
	Meta 4.7. Asegurar la adquisición de conocimientos necesarios para promover el desarrollo sostenible en todas sus variantes	L.A. 4.7.A. Promover los procesos de educación y sensibilización L.A. 4.7.B. Fomentar las actividades culturales alternativas	
 5 IGUALDAD DE GÉNERO	Meta 5.2. Eliminar todas las formas de violencia contra todas las mujeres y niñas	L.A. 5.2.A. Trabajar para garantizar que las mujeres víctimas de violencia de género están amparadas por marcos integrales que protegen eficazmente sus derechos	5.3, 16.2
	Meta 5.5. Velar por la plena y efectiva participación de las mujeres y la igualdad de oportunidades	L.A. 5.5.A. Apoyar un marco jurídico e institucional propicio para la incorporación de la igualdad de género en las políticas públicas y en la sociedad L.A. 5.5.B. Fomentar actuaciones dirigidas a que las mujeres refuercen su liderazgo y participación en los espacios de toma de decisiones en la vida pública L.A. 5.5.C. Potenciar el acceso de las mujeres a recursos económicos (tierra, crédito, etc.)	5.c 5.a
	Meta 6.1. Lograr el acceso universal y equitativo al agua potable	L.A. 6.1.A. Ampliar la cobertura del servicio de agua potable	6.a
 6 AGUA LIMPIA Y SANEAMIENTO	Meta 6.2. Lograr el acceso equitativo a servicios básicos de saneamiento e higiene	L.A. 6.2.A. Fomentar el desarrollo de infraestructuras de acceso a servicios básicos de saneamiento	
	Meta 6.5. Mejorar la gestión integrada de recursos hídricos	L.A. 6.5.A. Apoyar la gobernanza del agua y la gestión integral de los recursos hídricos	6.4, 6.5, 6.6, 6.b
 7 ENERGÍA ASEQUIBLE Y NO CONTAMINANTE	Meta 7.2. Aumentar la proporción de energías renovables	L.A. 7.2.A. Fomentar el uso de fuentes renovables de energía	7.1, 7.a, 7.b
 8 TRABAJO DECENTE Y CRECIMIENTO ECONÓMICO	Meta 8.5. Lograr empleo digno y de calidad	L.A. 8.5.A. Apoyar un marco regulatorio y de políticas que garantice unas condiciones laborales formalizadas y estables	8.7, 8.8
	Meta 8.9. Políticas encaminadas a promover un turismo sostenible que cree puestos de trabajo y promueva la cultura y los productos locales	L.A. 8.9.A. Impulsar iniciativas de turismo rural como generador de empleo alternativo en las zonas rurales	12.b



 9 INNOVACIÓN E INFRAESTRUCTURAS	Meta 9.3. Aumentar el acceso de las pequeñas industrias a los servicios financieros y su integración en las cadenas de valor en los mercados	L.A. 9.3.A. Apoyar la elaboración de un marco favorable para el desarrollo de actividades económicas	9.1, 9.2, 9.4, 9.a, 9.b, 9.c
	Meta 10.4. Adoptar políticas fiscales, salariales y de protección social	L.A. 10.4.A. Apoyar a los países socios para desarrollar sistemas tributarios que garanticen la progresividad	10.3, 17.1
 10 REDUCCIÓN DE LAS DESIGUALDADES	Meta 10.7. Facilitar la migración y la movilidad ordenada y bien gestionada	L.A. 10.7.A. Apoyar la elaboración en los países socios de políticas migratorias planificadas y bien gestionadas	
	Meta 11.3. Aumentar la urbanización inclusiva y sostenible y la capacidad para una planificación y gestión participativa, integrada y sostenible	L.A. 11.3.A. Apoyar políticas que fomenten el desarrollo territorial integrado	11.a, 11.b
 11 CIUDADES Y COMUNIDADES SOSTENIBLES	Meta 11.4. Redoblar los esfuerzos para proteger y salvaguardar el patrimonio cultural y natural	L.A. 11.4.A. Apoyar planes de actuación de rehabilitación del patrimonio histórico y cultural	
	Meta 12.5. Reducir la generación de desechos mediante políticas de prevención, reducción y reciclaje	L.A. 12.5.A. Apoyar la gestión integral de los residuos	12.4, 12.3
 12 PRODUCCIÓN Y CONSUMO RESPONSABLES	Meta 12.6. Alentar a las empresas a adoptar prácticas sostenibles e incorporar información sobre sostenibilidad en sus informes	L.A. 12.6.A. Fomentar la transformación de los modelos de negocio para la alineación del sector empresarial con prácticas sostenibles	8.4, 8.a
	Meta 13.2. Incorporar medidas relativas al Cambio Climático en las políticas, estrategias y Planes Nacionales	L.A. 13.2.A. Apoyar a los socios en actuaciones dirigidas a la reducción de emisiones de gases de efecto invernadero (GEI)	13.a, 13.b
 13 ACCIÓN POR EL CLIMA	Meta 14.4. Regular eficazmente la explotación pesquera y poner fin a la pesca excesiva	L.A. 14.4.A. Apoyar programas de gestión sostenible de la pesca	12.2, 14.2, 14.7
	Meta 15.1. Velar por la conservación y el uso sostenible de los ecosistemas terrestres	L.A. 15.1.A. Apoyar planes de conservación de la biodiversidad L.A. 15.1.B. Apoyar planes de gestión forestal sostenible	12.2, 15.4, 15.5 15.2
 14 VIDA SUBMARINA	Meta 15.1. Velar por la conservación y el uso sostenible de los ecosistemas terrestres	L.A. 15.1.A. Apoyar planes de conservación de la biodiversidad L.A. 15.1.B. Apoyar planes de gestión forestal sostenible	12.2, 15.4, 15.5 15.2
	Meta 16.1. Reducir significativamente todas las formas de violencia	L.A. 16.1.A. Acompañar los procesos de establecimiento y consolidación de la paz L.A. 16.1.B. Prevenir la radicalización y la violencia L.A. 16.1.C. Promover la lucha contra la trata de seres humanos L.A. 16.1.D. Fortalecer las instituciones en materia de seguridad ciudadana	16.a 16.2
 16 PAZ, JUSTICIA E INSTITUCIONES SÓLIDAS	Meta 16.3. Promover el Estado de Derecho y garantizar el acceso a la justicia	L.A. 16.3.A. Apoyar los sistemas judiciales sólidos e independientes para la protección integral de los derechos humanos L.A. 16.3.B. Trabajar para garantizar que los ciudadanos conozcan sus derechos legales y cómo ejercerlos	16.9 16.7, 16.10
	Meta 16.6. Crear instituciones eficaces y transparentes que rindan cuentas	L.A. 16.6.A. Fortalecer los sistemas de gestión del sector público L.A. 16.6.B. Apoyar a las instituciones en la lucha contra la corrupción	17.18 16.4, 16.5

Para una mayor descripción de los Objetivos de Desarrollo Sostenible (ODS), las metas priorizadas para cada ODS y su articulación en las correspondientes líneas de acción, consultar el apartado 2.2 del V Plan Director de la Cooperación Española (páginas 26 a 38)



SECTEURS PRIORITAIRES DE LA COOPÉRATION ESPAGNOLE
(traduction de courtoisie non officielle, voir Annexe XVII ci-joint)

1. PROTECTION SOCIALE (objectif 1.3)
2. PROTECTION DES POPULATIONS VULNERABLES (objectif 1.5)
3. LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION (objectif 2.2)
4. DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (objectif 2.3)
5. PROMOTION DE LA COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE (objectif 3.8)
6. ACCÈS UNIVERSEL À L'ÉDUCATION (objectif 4.1)
7. DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES (objectif 4.4)
8. ACQUISITION DES COMPÉTENCES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (objectif 4.7)
9. ELIMINATION DE LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES (objectif 5.2)
10. ÉGALITÉ DE CHANCES POUR LES FEMMES (objectif 5.5)
11. ACCÈS UNIVERSEL PA L'EAU POTABLE (objectif 6.1)
12. ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIENE (objectif 6.2)
13. GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU (objectif 6.5)
14. PROMOTION DES ENERGIES RENOUVELABLES (objectif 7.2)
15. ACCÈS À L'EMPLOI DÉCENT ET DE QUALITÉ (objectif 8.5)
16. PROMOTION DU TOURISME RESPONSABLE ET DURABLE (objectif 8.9)
17. INTEGRATION DES PETITES INDUSTRIES DANS LES GRANDS MARCHÉS (objectif 9.3)
18. CRÉATION DES POLITIQUES FISCALES, SALARIALES ET DE PROTECTION SOCIALE (objectif 10.4)
19. FACILITER MIGRATION ET MOVILITÉ ORDONNÉE (objectif 10.7)
20. URBANISATION INCLUSIVE ET DURABLE (objectif 11.3)
21. PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL (objectif 11.4)
22. GESTION INTEGRALE DES DECHETS (objectif 12.5)
23. IMPLEMENTATION DES POLITIQUES DE DURABILITÉ AU SECTEUR ENTREPRENEURIAL (objectif 12.6)
24. LUTTE INSTITUTIONELLE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (objectif 13.2)
25. RÉGULARISATION DE L'EXPLOTATION DES PÊCHERIES (objectif 14.4)
26. CONSERVATION ET EXPLOITATION DURABLE DES ÉCOSYSTÈMES (objectif 15.1)
27. REDUIR TOUTE FORME DE VIOLENCE (objectif 16.1)
28. PROMOTION DE L'ÉTAT DE DROIT ET ACCÈS À LA JUSTICE (objectif 16.3)
29. CRÉATION DES INSTITUTIONS EFFICACES ET TRANSPARENTES (objectif 16.6)